

**Compte-Rendu de la Réunion du 26 Avril 1999 au GIP/Hydrosystèmes**  
**sur**  
**« la Contribution française en hydrologie au plan intergouvernemental »**

**Participants :**

Jean-Paul Martin	Conseiller technique pour les Sciences. Commission Française pour l'Unesco Jean-paul.martin@diplomatie.fr
Florence Cormon	Deuxième secrétaire. Délégation permanente de la France auprès de l'Unesco dl.france@unesco.org
Philippe Barré	Coopération Scientifique multilatérale - Ministère des Affaires Etrangères Philippe.Barre@diplomatie.fr
Jean-Louis Verrel	Cemagref Antony, Directeur de l'équipe d'animation du GIP/HydrOsystemes jean-louis.verrel@cemagref.fr
Jean-Claude Olivry	IRD Montpellier, Président de la section française de l'AISH (CNFSH) J-Claude.Olivry@mpl.ird.fr
Jacques Sircoulon	IRD Paris, Secrétaire du CNFSH et du CNPHI-France sircou@paris.ird.fr
Eric Servat	IRD Montpellier, coordinateur du GIS-AMHY à Montpellier Eric.Servat@mpl.ird.fr
Marc Morell	IRD Montpellier, coordinateur du Centre Régional Pilote MED-HYCOS à Montpellier Marc.Morell@mpl.ird.fr
Denis Lambergeon	Chef du Département des Affaires Internationales et Européennes de Météo-France denis.lambergeon@meteo.fr
Pierre Hubert	Ecole des Mines de Paris, Président du CNPHI-France et du CNFGG, Conseiller hydrologique du représentant permanent de la France auprès de l'OMM hubert@cig.ensmp.fr
Pierrick Givone	Cemagref Lyon, membre du groupe de travail consultatif de la CHy de l'OMM pierrick.givone@cemagref.fr
Michel Odier	Direction de l'eau au Ministère de l'Environnement michel.odier@environnement.gouv.fr
Patrick Brie	Représentant de l'OIEau à Paris p.brie@oieau.fr
Mme Rached (?)	Documentaliste à l'OIEau à Paris dg@oieau.fr

**Objet de la réunion :**

Pierre Hubert remercie J.L. Verrel d'avoir accepté d'abriter cette réunion dans les locaux du GIP, il accueille les participants et rappelle l'objet de cette réunion . Il s'agit, à partir de l'état des activités menées en hydrologie au niveau international par les diverses structures impliquées, de développer une réflexion sur le rôle que joue et doit jouer le Comité Français d'hydrologie. Ceci est d'autant plus justifié qu'il existe actuellement une tendance nette, en particulier à l'Unesco, à délaisser le domaine de l'hydrologie pour celui de la gestion de l'eau. La tenue récente de la cinquième conférence internationale Unesco/OMM sur l'Hydrologie confirme largement cette évolution.

Chacun est alors invité à présenter les activités hydrologiques de la structure qu'il représente et ses opinions .

**Ph. Barré** parle de la réorganisation du Comité National Français pour la Commission Océanographique internationale (CN-COI) avec la refonte de ses statuts en 98 . Ce Comité est composé de représentants des Ministères, d'Organismes et de personnes es-qualités et son nouveau Président est le représentant de Météo-France. La COI a une certaine autonomie financière par rapport au PHI car elle dispose d'un budget régulier et d'un budget propre provenant de la contribution des États. Mais il y a un problème d'attribution effective des fonds (Unesco) auquel il faut être vigilant et naturellement l'efficacité du soutien apporté par le MAE à des activités spécifiques (sur conseils du CN-COI) dépend étroitement des moyens qu'il accorde.

**P. Hubert** parle du Programme Hydrologique International (PHI) de l'Unesco créé en 1974 à la suite de la Décennie Hydrologique Internationale. Actuellement dans sa cinquième phase (1996-2001), il fait montre d'essoufflement, pour des raisons budgétaires notamment, même si certaines activités, comme les projets Friend, connaissent une réussite indéniable et ont tendance à se multiplier. Mais il existe aussi une dérive des projets du PHI par rapport au mandat de l'Unesco et ceci est particulièrement visible dans ceux de la sixième phase. Il semble que le domaine de l'hydrologie soit de plus en plus délaissé pour celui de la gestion des eaux, champ où les hydrologues ne sont pas a priori compétents. De plus, le Secrétariat actuel de la Division des Sciences de l'Eau multiplie les initiatives hors PHI et manifeste clairement sa volonté de créer des Conseils régionaux à la place du Conseil Intergouvernemental, ce qui ne peut qu'entraîner un morcellement de l'information et une plus grande opacité administrative.

**E. Servat** récapitule les activités FRIEND dans lesquelles la France est partie prenante. Membre du conseil de FRIEND dans le pôle originel NWE (Europe du nord-ouest), c'est elle qui est l'initiatrice, en 90-91, du second pôle régional AMHY (Hydrologie Alpine et Méditerranéenne) qui regroupe des pays de l'arc alpin et de la bordure méditerranéenne. Le projet FRIEND-AMHY , piloté par un GIS, a été coordonné jusqu'à fin 98 par le Cemagref de Lyon qui en assurait le secrétariat. Depuis le début de cette année c'est l'IRD qui joue ce rôle. Des relations étroites existent avec le projet FRIEND/AOC (Afrique de l'Ouest et Centrale) dont le véritable démarrage date de 94. Ce projet, dont on tirera le bilan de la première phase en fin d'année 1999, est aujourd'hui organisé autour d'une banque de données et de plusieurs thèmes de recherche. La contribution française passe par les services de la Coopération qui fournissent une contribution financière majeure et par l'IRD, qui apporte un soutien scientifique et financier important et qui est membre du comité de pilotage. Le CNPHI et l'IRD ont également noué des relations étroites avec d'autres projets en activité ou en montée en puissance, comme le projet FRIEND/Afrique Australe ou le projet FRIEND/Nile.

**P. Hubert** reprend la parole pour faire le point sur l'état d'avancement du Glossaire international d'hydrologie (3ème édition) qui est un projet commun Unesco/OMM. Un expert français participe au groupe de travail chargé de sa rédaction. La seconde édition (parue en 1992) était quadrilingue, son coût élevé en a limité la diffusion. P. Hubert a présenté récemment à Genève un projet de version électronique expérimentale auquel le MAE a apporté un soutien financier significatif et la parution du CD-ROM expérimental devrait avoir lieu cette année. Des versions dans d'autres langues devraient se faire rapidement. Il signale également la vacance de poste de H. Zébidid , longtemps conseiller en hydrologie à la Division des Sciences de l'Eau à l'Unesco et qui prend sa retraite. Avec le départ de ce francophone, la Division va être quasi intégralement anglophone...

A cette occasion une longue discussion se développe parmi l'assistance sur le recul préoccupant du français dans les réunions internationales comme dans les publications; les considérations budgétaires souvent mises en avant étant un prétexte commode.

**P. Givone** estime que si la Commission hydrologique de l'OMM (Chy) est le parent pauvre des commissions de cette organisation, par contre elle présente une meilleure intégration thématique que l'Unesco. Au sein du groupe de travail consultatif, il est plus particulièrement impliqué dans le Guide des pratiques hydrologiques et les Règlements techniques. Le guide est publié en six langues mais d'abord en anglais avec une abondante bibliographie anglo-saxonne (USA, Nouvelle-Zélande et Australie) qui sert de référence...En ce qui concerne les composantes du Shofm (Système hydrologique opérationnel à fins multiples) il s'agissait à l'origine de mettre librement à disposition des utilisateurs des produits gratuits. L'évolution a été sensible : l'accès est plus facile puisqu'on trouve maintenant des composantes sur le Web mais les produits sont de plus en plus souvent payants. Beaucoup de choses sont à revoir (actualisation des produits, aspects trop publicitaires sans label de qualité, prédominance des produits de certains pays... ) et l'on peut se demander si l'OMM doit avoir une position commerciale.

L'OIEau est intéressé par un développement de la participation française dans le Shofm et une discussion porte sur l'actualisation des logiciels IRD comme le logiciel Hydrom.

E. Servat précise que l'IRD n'a plus les moyens d'assurer une évolution de ces produits, ce que l'OIEau déplore en indiquant que des arrangements financiers pourraient être trouvés.

**M. Morell** donne les grandes lignes du programme WHYCOS (Système mondial d'observation du cycle hydrologique), initié en 93 par l'OMM, et de MED-HYCOS qui en est la première composante régionale opérationnelle. Ce projet contribue à l'évaluation et à la gestion des ressources en eau en aidant les services hydrologiques nationaux du bassin Méditerranéen à renforcer leurs capacités et en favorisant l'échange d'information et de compétences entre 24 pays de la région méditerranéenne et de la Mer Noire qui participent au projet.

Le programme consiste à implanter un réseau de plates-formes de collecte de données hydrométéorologiques télétransmises via le satellite METEOSAT. Une base de données acquises en temps réel est accessible sur le Web.

Le coordinateur du projet distribue aux participants un CD-ROM qui fournit des informations circonstanciées.

Plusieurs projets sont en cours de réalisation, en Afrique sub-saharienne notamment. Le Centre régional pilote MED-HYCOS est hébergé et coordonné par l'IRD à Montpellier, mais sa phase initiale 95-99 liée à un financement de la Banque Mondiale s'arrête à la fin de l'année . Le Centre européen de recherche (CCR) d'Ispra, avec l'appui de l'OMM, a de bonnes chances d'obtenir de Bruxelles des fonds pour assurer la phase suivante et accueillir ainsi le centre régional pilote. Il est regrettable que la mise en œuvre de ce programme échappe à la France par manque de moyens clairement affichés.

**JC. Olivry** fait une présentation générale de l'AISH , association intergouvernementale, créée en 1922 afin de rassembler l'ensemble des hydrologues de tous les pays pour promouvoir les Sciences Hydrologiques. C'est l'une des sept associations de l'Union Géodésique et Géophysique internationale et elle entretient une étroite collaboration avec l'Unesco (PHI) et l'OMM (PHO) dans le cadre de leurs programmes concernant l'hydrologie et les ressources en eau. L'AISH organise des symposiums et des ateliers à l'occasion des Assemblées

générales quadriennales de l'UGGI et organise également une Assemblée scientifique durant l'intersession. Elle patronne des conférences, des ateliers et des cours et a une Revue bimensuelle très diffusée. La section française ou CNFSH (Comité National Français des Sciences hydrologiques) entretient par ses membres des contacts étroits avec les programmes nationaux et internationaux et anime le CNPHI-France.

Pierre Hubert rappelle à cette occasion que c'est le CNFSH qui a revitalisé à partir de fin 91 la représentation des hydrologues auprès du PHI de l'Unesco et du PHO de l'OMM.

Ce rôle est important mais l'appui du Ministère de l'Environnement est essentiel pour légitimer les actions entreprises.

**M. Odier** souligne qu'il existe effectivement un besoin d'une présence plus grande et organisée au sein du Ministère de l'Environnement pour s'occuper de ce domaine. Il indique qu'il y a eu des mutations considérables avec le passage des SRAE aux DIREN mais qu'il existe toujours au Bureau de l'Eau un petit créneau pour suivre et financer nos activités. Il mentionne l'utilisation des compétences de personnel de l'IRD à une époque récente qui a été bénéfique. Le désir du Ministère d'élargir les liens est confirmé et Med-Hycos comme Friend-Amhy ont bénéficié d'une petite aide financière. P. Givone souligne également le rôle très positif joué par le Ministère au niveau de la mise à disposition de données dans le cadre de FRIEND.

**JL. Verrel** rappelle que le GIP est constitué du Brgm, du Cemagref, du Cnrs, de l'Ifremer de l'Inra, de l'Ird et de l'OIEau. L'une de ses missions est de représenter la communauté scientifique française au niveau international et le GIP fournit à ces acteurs un cadre formel pour organiser l'échange d'informations, préparer et négocier des actions de recherche entre eux et avec des tiers. Mais le GIP, créé il y a six ans, n'a été renouvelé provisoirement que pour un an, il est donc en ce moment en attente de propositions (des membres) afin de rebâtir des orientations pour les années à venir. Il est ainsi nécessaire que ces orientations soient définies avant d'envisager la domiciliation du Comité Français d'hydrologie au GIP.

**P. Brie** indique que la vocation de l'OIEau est de réunir l'ensemble des organismes publics et privés impliqués dans la gestion et la protection des ressources en eau afin de créer un véritable réseau de partenaires. L'Office gère en France le Centre National d'Information et de Documentation sur l'eau (base Eaudoc et banque nationale de données sur l'eau BNDE) et a aussi pour vocation le développement de la formation professionnelle (Limoges). Il joue donc à la fois un rôle d'intégrateur et d'opérateur tant en France auprès des Ministères qu'à l'étranger. P. Brie n'est pas d'accord sur l'opposition qui a été faite au cours des discussions entre hydrologie « scientifique » et gestion de l'eau car il s'agit pour lui d'un continuum où les hydrologues doivent avoir un dialogue avec les gestionnaires de l'eau.

Il réitère la position favorable de l'OIEau vis à vis des composantes du Shofm et de la mise à jour de celles-ci.

Le président clôt la séance à 17 heures 30. Il estime que les exposés des participants et les remarques échangées ont été très utiles car les interlocuteurs ont pu mieux connaître leurs activités respectives et les difficultés ou les besoins qu'ils pouvaient rencontrer actuellement. Il apparaît très souhaitable de donner un caractère plus régulier à ce genre de réunion et une fréquence annuelle semble appropriée.

J. SIRCOULON